

Le Conseil de sécurité salue les avancées dans le processus de paix au Burundi

UN News Centre, 9 juin 2009 Le Conseil de sécurité a salué mardi les avancées dans le processus de paix au Burundi, en particulier le désarmement des Forces Nationales de Libération (FNL), leur accréditation comme parti politique, leur intégration dans les institutions nationales et la libération des enfants qui leur étaient associés. Dans une déclaration à la presse lue par la Présidence du Conseil pour le mois de juin, les membres du Conseil appellent également « toutes les parties burundaises, avec le soutien des partenaires régionaux et internationaux, à poursuivre leurs efforts pour répondre aux défis qui subsistent, en particulier l'achèvement du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration ».

« La consolidation de la paix entre dans une nouvelle phase au Burundi avec des progrès impressionnants accomplis dans le domaine du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration », a déclaré Per Oskar Pettersen, représentant de la Suède, dont le pays préside la formation pour le Burundi de la Commission de consolidation de la paix. Il s'exprimait devant le Conseil de sécurité à l'occasion d'une réunion consacrée à l'examen d'un rapport du Secrétaire général sur le Bureau intérimaire des Nations Unies au Burundi (BINUB). Selon lui, la Commission de consolidation de la paix (CCP) peut maintenant se concentrer sur le soutien à la réinsertion socioéconomique à long terme et à l'appui à l'organisation des élections de 2010. La CCP continuera de mobiliser le soutien nécessaire lorsque le gouvernement burundais, en consultation avec ses partenaires internationaux, aura arrêté sa stratégie globale pour une réintégration socioéconomique durable, a-t-il ajouté. Sur le même ton, Youssef Mahmoud, représentant exécutif du Secrétaire général et chef du BINUB, a salué l'accomplissement « de progrès significatifs dans la mise en œuvre de l'Accord global de cessez-le-feu ». Il a indiqué que 3.500 combattants du FNL avaient été intégrés dans l'armée et la police, et que 5.000 des 11.000 adultes du FNL enregistrés ont touché leur première solde d'aide au retour dans leur famille. Vingt-quatre dirigeants des Forces nationales de libération ont été nommés à de hautes fonctions administratives dont le président du FNL, qui a été promu à la tête de l'Institut national de la sécurité sociale, a ajouté. M. Mahmoud a déclaré que cent quarante enfants, dont 6 filles, ont pu rentrer dans leurs familles entre le 13 et le 20 mai, et le gouvernement a procédé pour sa part à la libération de 103 prisonniers, a-t-il précisé. Tout en notant ces progrès, les deux intervenants ont cependant fait part au Conseil de sécurité de leurs préoccupations concernant les troubles persistants liés aux activités des partis politiques de l'opposition, ce qui crée un malaise et des doutes quant à l'engagement du gouvernement en faveur du pluralisme et de la démocratie. MM. Pettersen et Mahmoud ont également souligné la nécessité de professionnaliser la police burundaise et de renforcer le secteur de la justice. Lire les détails des interventions devant le Conseil de sécurité Lire la Déclaration à la presse du Conseil de sécurité